



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2026-01-00048 DU 16 JANVIER 2026

portant levée de la mise en demeure pour la Société SA MORONI de respecter les dispositions prévues à l'article 11.2 (garanties financières et remise en état) de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2009 et imposant des mesures conservatoires, sur son site implanté sur la commune de Perthes

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, partie réglementaire et partie législative, Livre Ier Titre VIII et Livre V Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU le Code de l'environnement, partie législative article L. 511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°1553 du 30 avril 2009, notamment l'article 11.2 portant prescriptions pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires par l'entreprise SA Charles MORONI sur la commune de Perthes ;

VU l'Arrêté n°52-2024-06-00171 du 13 juin 2024 portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 11.2 (garanties financières et remise en état) de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2009 et imposant des mesures conservatoires à la SA MORONI sur la commune de Perthes ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 29 décembre 2025 suite à une visite d'inspection menée le 22 décembre 2025 sur la carrière susmentionnée exploitée par la société SA MORONI sur le territoire de la commune de Perthes, implantée aux lieux-dits « Patis », « St Nicolas », « La Place Royale Sud », « Les Echats » et « Les Prés » ;

VU le projet d'arrêté de levée de mise en demeure annexé au rapport susmentionné, transmis en recommandé avec accusé de réception à l'exploitant, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;

VU le courriel du 12 janvier 2026 de la SA Moroni précisant n'avoir pas d'observations à formuler ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite réalisé suite à la visite d'inspection du 22 décembre 2025, permet de lever la mise en demeure susmentionnée ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

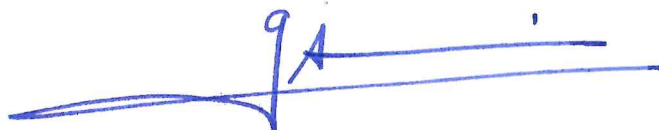
Article 1 : levée de mise en demeure

La mise en demeure susvisée portant, pour la société SA MORONI, sur le respect des dispositions prévues à l'article 11.2 (garanties financières et remise en état) de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2009 et imposant des mesures conservatoires sur la commune de Perthes, est levée.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Marne pour une durée de 2 mois

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-préfet de Saint-Dizier, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est chargé de l'inspection des installations classée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SA Entreprise MORONI et dont une copie sera adressée pour information au Maire de Perthes.

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.